



## **Inde-Japon: échanges économiques et partenariat stratégique**

**Claude MEYER**

**Chercheur associé, GEM (Groupe d'économie mondiale), SciencesPo  
Maître de conférences, SciencesPo**

Depuis l'établissement en 1952 des relations diplomatiques, les rapports entre le Japon et l'Inde ont généralement été bons, sauf durant la période de sanctions qui a suivi les essais nucléaires indiens de 1998 à Pokhran. Cependant, leurs échanges économiques sont restés très modestes jusqu'à présent, sauf pour l'aide publique au développement japonaise, dont l'Inde est la première bénéficiaire. En schématisant, on pourrait dire qu'à l'opposé des relations Japon-Chine, florissantes en matière économique mais glaciales dans le domaine politique<sup>1</sup>, les relations Japon-Inde sont très cordiales sur le plan politique mais tout à fait insuffisantes en ce qui concerne les échanges économiques.

Cependant d'importants progrès sont à attendre dans ce domaine, suite à la visite du Premier ministre indien Manmohan SINGH à Tokyo en décembre 2006. En effet le Japon souhaite développer fortement ses échanges économiques avec l'Inde, compte tenu du potentiel du marché indien dont la taille devrait dépasser celle du marché chinois vers 2050. Par ailleurs les entreprises japonaises sont de plus en plus préoccupées par les risques politiques potentiels qui pèsent sur leurs investissements en Chine (tensions sociales, relations conflictuelles Chine-Japon); elles souhaitent donc les diversifier encore davantage du point de vue géographique, ce dont l'Inde devrait bénéficier.

Il est donc probable que les relations entre les deux pays vont s'intensifier en matière économique durant les cinq années qui viennent, mais c'est la coopération stratégique qui, à l'avenir, pourrait transformer radicalement leur relation bilatérale.

### **I. Des relations économiques encore trop modestes**

Il est assez paradoxal de constater qu'avant les réformes du début des années 90 initiées par Manmohan SINGH, alors Ministre indien des Finances, le Japon était le pays d'Asie qui entretenait les relations économiques les plus étroites avec l'Inde. La nouvelle politique « Look East » lancée en 1992 a eu pour effet de stimuler les échanges de l'Inde avec la Chine (triplement des flux commerciaux) et l'ASEAN (doublement du commerce avec l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande), tandis que les échanges commerciaux avec le Japon stagnaient et même régressaient certaines années. En fait, jusqu'à une date récente, l'Inde considérait davantage le Japon comme pourvoyeur d'aide au développement que comme partenaire économique, vision partagée en retour par le Japon.

#### **A. L'aide publique au développement (« APD »)**

Pour l'APD, à la différence du commerce et des investissements directs, le Japon est un partenaire majeur de l'Inde et cette aide japonaise a joué un rôle essentiel dans le développement du pays, notamment dans le domaine des infrastructures.

---

<sup>1</sup> Du moins jusqu'à la visite à Pékin en décembre 2006 du nouveau Premier ministre Shinzo ABE

En termes absolus, l'APD totale reçue par l'Inde bénéficie est importante, même si elle représente moins de 1% du PIB : cette aide a atteint 4,1 milliards de dollars par an en moyenne sur les 15 dernières années (3,9 milliards en moyenne sur les 3 dernières, dont environ 40% sous forme de dons et 60% sous forme de prêts). Elle est octroyée à 60% sur une base multilatérale : l'Inde est ainsi la 1<sup>ère</sup> bénéficiaire des concours de la Banque Mondiale et la 3<sup>ème</sup> de ceux de la Banque Asiatique de développement, qui lui consacrent l'une et l'autre environ 13% de leurs engagements.

Sur le plan bilatéral, le Japon est de loin le 1<sup>er</sup> donateur, suivi du Royaume-Uni et de l'Allemagne. L'Inde est fréquemment la première destination de l'aide japonaise, octroyée en quasi-totalité (95%) sous forme de prêts bonifiés en yens. En 2005-2006 par exemple, les engagements de prêts atteignaient 155 milliards de Yens, soit environ le quart du total des prêts octroyés par le Japon au titre de l'APD (Tableau 1). Cette aide n'est pas liée à des prestations d'origine japonaise, sauf pour les dons, qui ne représentent que 5% du total.

### **Tableau 1**

#### **APD du Japon en faveur de l'Inde**

(Engagements de prêts, en millions de Yens - Taux de change US\$/Yen : 123,2 au 30/6/2007)

	Montant	Part dans le total des prêts reçus par l'Inde au titre de l'APD	Part dans le total des prêts octroyés par le Japon au titre de l'APD
F.Y. 2003	125 004	17,5%	20,0%
F.Y. 2004	134 466	24,7%	19,2%
F.Y. 2005	155 458	24,7%	27,4%

Source : Report of the India-Japan Joint Study Group, Juin 2006

Note : F.Y. 2003 = Avril 2003-Mars 2004; etc.

Depuis 1958, l'aide japonaise en faveur de l'Inde a totalisé, en termes d'engagements, environ 2.000 milliards de Yens portant sur 165 projets, dont 1.500 milliards de prêts effectivement utilisés. Elle s'est concentrée sur quatre secteurs : infrastructure économique (énergie et transports), réduction de la pauvreté (développement rural), protection de l'environnement et santé ; à titre d'exemples, l'aide japonaise a financé le métro de Delhi, l'irrigation du Rajasthan, la centrale thermique de Karanpura Nord, l'alimentation en eau et les égouts de Bangalore, et dans le domaine du tourisme, le circuit bouddhiste de l' Uttar Pradesh

Un problème est cependant apparu récemment, tant pour l'aide totale reçue que pour l'aide japonaise : les flux nets sont en fait négatifs pour l'Inde, compte tenu des remboursements sur les prêts antérieurs. New Delhi fait donc preuve désormais d'une certaine réticence par rapport à l'aide au développement classique et préférerait qu'elle soit progressivement remplacée par des investissements directs plus massifs, notamment en provenance du Japon<sup>2</sup>. La politique indienne à cet égard est de favoriser des financements mixtes, publics et privés, sous forme de « Public Private Partnerships » (« PPP »), notamment dans les secteurs où les besoins financiers sont énormes : infrastructures, transports urbains, traitement des eaux, etc. Dans cette optique, l'aide officielle est vue essentiellement comme un stimulant et un complément de l'investissement des entreprises privées étrangères.

L'APD restera cependant essentielle pour l'Inde, qui se situe très bas sur l'échelle de l'indicateur de développement (127<sup>ème</sup> pays sur 177).

<sup>2</sup> Déclaration du Ministre indien du Commerce et de l'Industrie le 17 mars 2005 (*The Hindu Business Line*, 18 mars 2005)

## B. Le commerce

Le commerce indo-japonais – 8,5 milliards de dollars en 2006 - reste très en dessous de son potentiel : il ne représente que 2,24 % du commerce total de l'Inde et 0,7 % de celui du Japon. L'Inde n'est ainsi, selon les années, que le 19<sup>ème</sup> ou 20<sup>ème</sup> partenaire commercial du Japon, lui-même 8<sup>ème</sup> ou 9<sup>ème</sup> partenaire de l'Inde, alors qu'il était encore en 1997 la 3<sup>ème</sup> destination pour les exportations indiennes. En une dizaine d'années, la part du Japon dans les importations indiennes a ainsi chuté de la 3<sup>ème</sup> à la 7<sup>ème</sup> place au profit des autres pays asiatiques.

Même si le commerce entre l'Inde et le Japon a plus que doublé en 2006 par rapport au niveau le plus bas enregistré en 2002 (Tableau 2), la part de ces échanges dans leur commerce total respectif n'a cessé de chuter depuis la politique d'ouverture économique conduite par les autorités indiennes, suite à la grave crise des paiements extérieurs survenue en 1991.

L'évolution a été en effet tout à fait défavorable sur les 15 dernières années : de 1991 à 2006, la part du Japon dans les exportations indiennes est passée de 9,3% à 2,5% et pour les importations, de 7,5% à 2,8%. Le contraste est saisissant avec l'envolée des échanges de l'Inde avec la Chine, qui ont été multipliés par 7 durant les cinq dernières années<sup>3</sup>, tandis que le commerce Inde-Japon ne progressait que de 80% sur la même période. Parallèlement à cette envolée du commerce de l'Inde avec la Chine, le Japon a lui aussi fortement bénéficié de la croissance chinoise et le commerce sino-japonais a plus que doublé sur la même période (Tableau 2).

**Tableau 2**  
**Commerce du Japon avec l'Inde et la Chine (en millions de US\$)**

	Commerce avec l'Inde (marchandises)			Commerce avec la Chine (marchandises)		
	Exportations	Importations	Balance commerciale	Exportations	Importations	Balance commerciale
2000	2 496	2 647	- 151	30 427	55 303	- 24 876
2001	1 932	2 227	- 295	31 091	58 105	- 27 014
2002	1 865	2 084	- 219	39 866	61 692	- 21 826
2003	2 386	2 169	217	57 219	75 193	- 17 974
2004	3 040	2 611	429	73 818	94 227	- 20 409
2005	3 539	3 216	323	80 340	109 105	- 28 765
2006	4 457	4 057	400	92 852	118 516	- 25 664

Source: JETRO (Organisme japonais du commerce extérieur)

Les flux commerciaux entre l'Inde et le Japon sont donc sans rapport avec la taille des deux économies et leur potentiel commercial. L'Inde commerce avec la Chine trois fois plus<sup>4</sup> qu'avec le Japon, dont le PNB est pourtant plus de deux fois supérieur à celui de la Chine ; ses échanges avec le Japon et la Corée sont au même niveau, alors que le PNB japonais est huit fois supérieur au PNB coréen.

S'agissant du Japon, il est tout à fait anormal que ses échanges avec l'Inde, dont le PNB atteint 17% du PNB japonais, ne représentent que 8,5 milliards de dollars, soit 0,7% de son commerce extérieur. Ce l'est d'autant plus que ses échanges avec la Chine - son 2<sup>ème</sup> partenaire après les Etats-Unis- atteignent 211 milliards de dollars,

<sup>3</sup> Selon les statistiques indiennes, 6,8 milliards de US\$ pour les exportations vers la Chine et 10,8 milliards pour les importations en 2005-2006 (soit environ 7% des échanges commerciaux de l'Inde), contre respectivement 0,83 et 1,5 milliards en 2000-2001 (environ 2,5% du commerce indien). Sur la même période, le commerce total de l'Inde a été multiplié par 2,7. (Source : Department of Commerce, Delhi).

<sup>4</sup> 20 milliards de US \$ environ en 2006

soit 17% du total. Le commerce du Japon avec l'Inde ne représente ainsi que 4 % de ses échanges avec la Chine.

Il est vrai que les statistiques douanières ne reflètent pas la totalité des échanges entre le Japon et l'Inde, car une partie non quantifiable des flux commerciaux transitent par les entreprises nipponnes établies dans l'ASEAN ou en Chine. Compte tenu de cette division régionale du travail en Asie, une partie des échanges de l'Inde avec le Japon n'apparaît pas dans les statistiques douanières, car elle porte sur des flux internes aux ensembles Japon-ASEAN-Inde et Japon-Chine-Inde : les composants d'un ordinateur exporté vers l'Inde par la filiale chinoise de Fujitsu - exportation chinoise du point de vue douanier – seront en effet d'origine japonaise pour la mémoire, taïwanaise pour le processeur, thaïlandaise pour le lecteur CD, etc. Dans ce commerce triangulaire, l'ensemble Japon- ASEAN- Inde est d'ailleurs le plus important, car le stock des investissements japonais dans l'ASEAN représente trois fois celui des investissements japonais reçus par la Chine<sup>5</sup>.

Il reste que cette dimension triangulaire des flux commerciaux en Asie ne peut rendre compte de la faiblesse des échanges directs entre l'Inde et le Japon, qui s'explique par plusieurs raisons:

- (a) En 1992, l'Inde a lancé la politique « Look East » pour bénéficier de la forte croissance de la zone asiatique et de sa proximité géographique. Dans le cadre de cette politique, elle a cherché à diversifier ses partenaires commerciaux et s'est tournée vers l'ASEAN et la Chine, au détriment des pays occidentaux mais aussi du Japon. La Chine est ainsi devenue son premier fournisseur et son 3<sup>ème</sup> marché d'exportation, suivie par Singapour et Hong Kong.
- (b) La stagnation économique du Japon durant les années 90 ainsi que les sanctions imposées à l'Inde après les essais nucléaires de Pokhran en 1998 ont ralenti le rythme de croissance des échanges bilatéraux.
- (c) En Inde, à la différence d'autres pays d'Asie, les investissements directs japonais en Inde ont visé le marché domestique (automobile, par exemple) et cette production locale des entreprises japonaises réduit d'autant les flux commerciaux.
- (d) La raison essentielle de la faiblesse des flux commerciaux tient cependant à la structure même des échanges entre les deux pays : les exportations indiennes portent en quasi-totalité sur des produits traditionnels<sup>6</sup>, tandis que le Japon exporte machines, matériel de transport, composants automobiles et produits électroniques. Pour augmenter le volume des échanges, il faudrait en diversifier la composition, notamment en augmentant la part des produits manufacturés dans les exportations indiennes. On passerait ainsi d'une structure verticale d'échanges (commerce inter-industries) à une structure horizontale (commerce intra-industries), où les exportations de pièces, composants et produits finis s'effectueraient dans les deux sens ; en outre, le Japon importerait des produits pour lesquels l'Inde dispose d'atouts technologiques, tels que logiciels et autres produits liés aux TIC.

### **C. Les investissements**

Le niveau total des investissements directs étrangers (« IDE ») en Inde est encore modeste, mais le rythme s'est accéléré ces dernières années, notamment en 2006 : représentant en moyenne un milliard de dollars par an au début des années 90, ils ont

---

<sup>5</sup> A titre d'exemple, l'usine en *joint venture* de Toyota à Bangalore exporte la quasi-totalité de sa production de pièces détachées vers les filiales du groupe établies dans l'ASEAN.

<sup>6</sup> Métaux précieux et joaillerie (25%), produits de la mer (13%), minerai de fer (12%), textile (6%), etc.

atteint 4,4 milliards en 2005, puis ont presque triplé en 2006, avec un montant record de 11,2 milliards<sup>7</sup>. Il faut espérer que cette forte accélération des IDE soit durable, tant la prudence des investisseurs étrangers vis-à-vis de l'Inde contraste avec leur engouement pour la Chine : hors Hong-Kong, celle-ci a en effet reçu pour la seule année 2005 72,4 milliards de dollars<sup>8</sup>, montant très largement supérieur à la totalité des IDE reçus par l'Inde depuis 1991, soit 54,6 milliards de dollars<sup>9</sup>.

**Tableau 3**  
**IDE japonais vers l'Inde et la Chine (en millions de US\$)**

	Inde		Chine	
	Montant	% du total des IDE japonais	Montant	% du total des IDE japonais
Moyenne annuelle 2000-2004	147	0,45%	3 111	9,52%
2005	266	0,59%	6 575	14,46%
<b>2006</b>	<b>512</b>	<b>1,02%</b>	<b>6 169</b>	<b>12,30%</b>
Cumul des IDE 1996-2006	2 297	0,53%	30 583	7,04%

Source: JETRO (Organisme japonais du commerce extérieur)

S'agissant du Japon, la faiblesse des échanges commerciaux pourrait mieux se comprendre si la présence des industriels japonais était massive sur le marché indien, ce qui n'est pas le cas. Les IDE du Japon en Inde, tout comme les flux commerciaux, ne sont pas à la mesure de la taille des économies et du potentiel du marché indien : le cumul pour la période 1996-2006, par exemple, ne représente que 2,3 milliards de dollars, contre plus de 30 milliards de dollars d'investissements japonais à destination de la Chine (tableau 3). En 2006, ces IDE japonais en Inde ont très fortement augmenté pour atteindre 512 millions de dollars, mais ils ne représentaient encore que 1 % du total des IDE japonais (50,1 milliards de dollars), contre 7 % en direction de la Chine. Le nombre des sociétés japonaises établies en Inde n'est que de 350 alors que la Chine en accueille 6000 et la Thaïlande 2000 environ.

Avec seulement 4,85% du total cumulé des IDE en Inde, le Japon arrive ainsi au 5<sup>ème</sup> rang des investisseurs étrangers, derrière l'Ile Maurice, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays Bas (tableau 4)

Le secteur automobile<sup>10</sup> absorbe 60% des investissements japonais, qui ont fortement contribué à l'expansion de ce secteur en Inde. Suzuki a ainsi investi 700 millions de dollars dans Maruti, qui détient 40% du marché ; suivent Toyota et Honda Motorcycles avec respectivement 128 et 107 millions de dollars. Outre le secteur automobile, les investissements japonais ont privilégié la pétrochimie, le verre et la pharmacie.

<sup>7</sup> Source : *Economic Survey 2006-2007*, Government of India, tableau 6-4 (B)

<sup>8</sup> Source : CNUCED

<sup>9</sup> Source : Ministère indien de l'Industrie

<sup>10</sup> y compris les "deux-roues" qui représentent plus de 60% de la production indienne de véhicules

**Tableau 4**  
**Les 10 premiers investisseurs en Inde (cumul 1991-2006)**

Rang	Pays	% du total cumulé d'IDE
1	Ile Maurice	41,24%
2	Etats-Unis	12,78%
3	Royaume-Uni	8,68%
4	Pays-Bas	5,94%
5	Japon	4,85%
6	Allemagne	3,68%
7	Singapour	3,67%
8	France	1,98%
9	Corée du Sud	1,68%
10	Suisse	1,50%

Source: Ministère indien de l'Industrie

Les investissements indiens au Japon sont, quant à eux, extrêmement faibles. Il convient cependant de noter qu'une soixantaine de sociétés indiennes de software opèrent au Japon : cela pourrait expliquer le faible niveau des exportations indiennes de services informatiques vers le Japon (3% du total), alors que les ingénieurs indiens disposent dans ce domaine d'une très grande expertise.

## II. Vers un partenariat économique et stratégique global?

En 2005, la visite du Premier ministre japonais Junichiro KOIZUMI en Inde a marqué un tournant dans les relations bilatérales et consacré le désir des deux parties de promouvoir un partenariat plus étroit en matière économique mais aussi stratégique.

L'idée d'un « Japan-India Global Partnership » avait pris naissance en août 2000 lors de la visite du Premier ministre Yoshiro MORI en Inde. Elle s'est précisée lors de la visite de KOIZUMI en avril 2005 et a donné lieu à un communiqué commun intitulé « Japan-India Partnership in a New Asian Era », qui prévoyait d'élargir les relations bilatérales traditionnelles aux questions de sécurité et d'organisation régionale. Ce communiqué évoquait explicitement la création d'une communauté de l'Asie de l'Est, dont les contours seraient à définir : de fait, l'Inde appartient géographiquement à l'Asie du Sud, mais sous la pression du Japon qui a vaincu les réticences chinoises, elle a été conviée au premier « Sommet de l'Asie de l'Est » qui s'est tenu à Kuala-Lumpur en décembre 2005. Ce sommet réunissait les dix pays de l'ASEAN, le Japon, la Chine et la Corée (collectivement désignés par l'acronyme « APT » pour « ASEAN Plus Three »), mais aussi l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

La visite de quatre jours du Premier ministre Manmohan SINGH à Tokyo en décembre 2006 a permis aux deux pays de préciser les axes majeurs de ce partenariat global ébauché dans le communiqué d'avril 2005 : développement de leurs relations économiques mais surtout intensification de leur coopération stratégique.

### A. Le développement des relations économiques

Le premier volet de ce partenariat stratégique global vise à donner un nouvel élan aux relations économiques grâce à un « Comprehensive Special Economic Partnership Agreement (CEPA) » ; conformément aux mesures prônées dans le rapport publié en

juin 2006 par le Comité d'étude bilatéral mis en place en juin 2005<sup>11</sup>, ce programme prévoit la conclusion d'un accord de libre échange des marchandises, l'assouplissement des règles d'investissement, la libéralisation du secteur des services (logiciels, finance), la protection de la propriété industrielle, etc.,

Le rapport de juin 2006 analyse d'une manière très approfondie les obstacles rencontrés jusqu'alors, les complémentarités à développer et les mesures à prendre ; il insiste sur les synergies qui découlent de la structure des deux économies, plus complémentaires que concurrentes, et notamment les suivantes.

- Le Japon est une puissance technologique et financière de premier plan mais les perspectives démographiques y sont défavorables en termes de main-d'œuvre ; l'Inde au contraire dispose d'une abondante main-d'œuvre qualifiée, du moins dans les services, anglophone de surcroît, mais manque de ressources financières pour le développement de ses infrastructures.
- Le marché domestique japonais est limité et mature, alors que le marché indien présente des potentialités presque illimitées durant les prochaines décennies.
- La richesse de l'Inde en matières premières et son expertise dans les activités de « software » sont très complémentaires de la maîtrise technologique que le Japon possède dans les activités de hardware : leur coopération pourrait donc être extrêmement fructueuse dans la production de biens manufacturés à forte composante d'intelligence artificielle.

Les négociations se sont engagées à New Delhi le 31 janvier 2007, avec pour objectif la conclusion de ce « CEPA » dans un délai de deux ans, objectif qui peut paraître ambitieux : l'Inde manifeste en effet de profondes réticences à ouvrir trop rapidement ses marchés aux exportations étrangères, comme le montre l'absence de progrès dans ses discussions avec la Chine pour la conclusion d'un éventuel accord de libre échange. Les négociations avec le Japon, quant à elles, se sont engagées sur un rythme soutenu : outre les deux réunions plénières qui se sont tenues en février et avril 2007, des groupes de travail ont été constitués pour dégager des propositions dans quatre domaines : commerce de marchandises, échanges de services, investissements et coopération bilatérale. Les obstacles restent cependant nombreux, compte tenu des attentes de chacun des partenaires. La partie japonaise souhaite notamment la réduction des taxes très élevées imposées par l'Inde sur les importations de véhicules ainsi que la mise en place de règles communes sur l'investissement et les services. L'Inde, pour sa part, formule de nombreuses exigences : réforme des procédures d'inspections douanières au Japon qui constituent trop souvent une réelle barrière à l'entrée de produits importés, assouplissement des procédures de visas pour les ingénieurs et les professions médicales, réduction des taxes sur les exportations indiennes (notamment sur les fruits de mer, produit sensible pour les deux pays), etc. La levée de ces multiples obstacles entraînerait une libéralisation des échanges qui se traduirait par une augmentation considérable des flux commerciaux et une forte intensification des investissements directs, surtout d'origine japonaise.

Les besoins de l'Inde en matière d'investissements sont en effet énormes, tant pour les investissements productifs que pour les infrastructures nécessaires à son développement économique : on estime ainsi que pour les seules infrastructures, elle aura besoin de 150 milliards de dollars durant les 5 prochaines années<sup>12</sup>. Le Japon devrait être fortement impliqué dans ces financements à travers les fonds publics de

---

<sup>11</sup> Report of the India-Japan Joint Study Group, June 2006. [www.mofa.go.jp/region/asia-paci/india/report0606.pdf](http://www.mofa.go.jp/region/asia-paci/india/report0606.pdf)

<sup>12</sup> Source : Report of the India-Japan Joint Study Group, June 2006

l'APD et les IDE des sociétés japonaises : ce sera le cas, par exemple, pour la 2<sup>ème</sup> tranche du métro de Delhi, les corridors industriels et de fret Delhi- Mumbai et Delhi-Hawrah, le secteur de l'énergie, les infrastructures liées au développement des Zones Economiques Spéciales, etc.

Selon une étude récente de la *Japan Bank for International Cooperation*, les sociétés nipponnes sont désormais très positives sur les perspectives de l'économie indienne, puisqu'elles la placent en 3<sup>ème</sup> position derrière la Chine et la Thaïlande comme marché prometteur à moyen terme et 2<sup>ème</sup> derrière la Chine pour le long terme ; par ailleurs certaines d'entre elles sont préoccupées par leur surexposition au risque chinois et souhaitent diversifier leurs investissements vers le marché indien. Elles souhaitent cependant la levée progressive des obstacles qu'elles ont rencontré jusqu'à présent : manque d'infrastructures, délais administratifs, code du travail contraignant, difficulté de trouver du personnel qualifié dans l'industrie, etc. Des coopérations vont d'ailleurs se mettre en place dans ces deux derniers domaines entre la Confédération des industries indiennes et les sociétés japonaises. Le JETRO (Organisme japonais du commerce extérieur) participera au développement des Instituts indiens de formation professionnelle dans le secteur industriel ; par ailleurs il va ouvrir de nouveaux bureaux à Delhi et Bangalore, dont l'un en support des PME japonaises.

Jusqu'à présent, les IDE japonais ont été surtout concentrés dans le secteur automobile et devraient se diversifier dans d'autres secteurs : infrastructures et développement urbain, produits électriques et électroniques, télécommunications, énergie, acier, produits pharmaceutiques, etc. Selon l'ambassade du Japon en Inde, les seuls projets en cours, dont la plupart portent sur des extensions de capacités, représentent environ 1.800 millions de dollars pour la période 2006-2008 : à titre d'exemples, 700 millions de dollars environ pour Maruti-Suzuki, 370 millions pour Mitsubishi Chemical's MCC PTA, 250 millions pour Honda Group, 130 millions pour Toyota, 130 millions pour Asahi India Glass et peut-être 435 millions pour Nissan.

En matière financière, les investissements de portefeuille en provenance du Japon ont atteint 5 milliards de dollars fin 2006, répartis dans huit fonds d'investissement. Ils devraient connaître une forte croissance dans les prochaines années et atteindre une dizaine de milliards de dollars d'ici deux à trois ans, compte tenu de la nécessaire diversification géographique des portefeuilles japonais, des perspectives de croissance de l'économie indienne et de ses excellentes performances boursières.

En retour, s'agissant des investissements directs des sociétés indiennes sur le marché japonais, les montants en jeu ne seront évidemment pas du même ordre ; cependant, les secteurs jugés au Japon prioritaires pour l'investissement étranger devraient offrir des perspectives attrayantes aux sociétés indiennes, notamment dans les TIC, biotechnologies, les soins à la personne, etc.

## **B. Un partenariat stratégique privilégié Inde-Japon ?**

Au-delà des aspects économiques, c'est la coopération stratégique, en particulier sur les questions d'intégration régionale et de sécurité en Asie, qui pourrait transformer radicalement la relation bilatérale entre l'Inde et le Japon. Les deux pays souhaitent en effet jouer un rôle majeur dans l'intégration régionale asiatique et Tokyo espère limiter l'influence de la Chine à cet égard : dans sa rivalité avec Pékin, le Japon pourrait ainsi s'appuyer sur l'autre grande démocratie d'Asie, alors que l'Inde, puissance nucléaire non signataire du TNP, souhaite obtenir le soutien du Japon à son accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis. De plus, candidats à un siège de membre permanent, les deux pays ont un intérêt commun dans la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU.



## 1. Des préoccupations stratégiques communes

Les deux pays partagent plusieurs préoccupations stratégiques, notamment en termes d'organisation régionale et de sécurité en Asie, face à l'influence grandissante de la Chine. Le Professeur Malik, de l'Université d'Honolulu, écrit ainsi « L'entente cordiale entre l'Inde et le Japon repose sur leur conviction qu'unis, ils peuvent contenir la Chine et que divisés, ils sont enserrés par la Chine et ses alliés, Corée du Nord et Pakistan »<sup>13</sup>.

Les relations de l'Inde avec la Chine s'améliorent, grâce à l'essor de leurs relations économiques notamment, mais le souvenir de la défaite de 1962 reste vivace et certains des différends frontaliers qui avaient motivé les hostilités n'ont pas été réglés. En novembre 2006, l'ambassadeur chinois réaffirmait ainsi la souveraineté chinoise sur le Arunachal Pradesh. *A contrario*, la Chine a admis la souveraineté indienne sur le Sikkim, tandis que l'Inde reconnaissait en 2003 celle de la Chine sur le Tibet.

Par ailleurs, la Chine est un allié traditionnel du Pakistan et l'étroite coopération militaire entre les deux pays inquiète New Delhi, notamment le soutien de Pékin au programme nucléaire pakistanais, la livraison de missiles et la vente de frégates qui permettraient au Pakistan de rétablir l'équilibre avec la marine indienne à l'horizon 2015. Par ailleurs, la Chine a conclu un accord de coopération militaire avec le Bangladesh et a fait des offres d'assistance au Népal, au Sri Lanka et au Myanmar, ce qui provoque du côté indien un sentiment d'encerclement. L'Inde avait d'ailleurs implicitement justifié les essais nucléaires de 1998 par la menace chinoise. Certes le Président Hu Jintao s'est rendu en visite officielle à New Delhi en 2006, année de « l'amitié Chine-Inde », et une déclaration d'intention sino-indienne a été publiée, visant à « explorer une nouvelle architecture pour une coopération plus étroite en Asie ». Il reste qu'un rapprochement avec le Japon permettrait à l'Inde de contenir l'influence chinoise en Asie, même si New Delhi s'en défend.

S'agissant du Japon, cette préoccupation est encore plus vive, ce qui rend ses rapports avec la Chine extrêmement difficiles. En effet, au-delà de leurs contentieux (choc des mémoires concernant le passé militariste du Japon, différends territoriaux et compétition pour l'accès aux matières premières, notamment hydrocarbures), c'est en réalité l'affrontement de leurs ambitions qui oppose véritablement les deux pays : l'enjeu essentiel de leurs relations porte sur leur place respective en Asie, car chacun aspire à devenir le leader naturel d'une région en voie d'intégration rapide sur le plan économique. Le Japon veut désormais renforcer sa stature internationale et jouer un rôle de premier plan dans les questions d'organisation régionale et de sécurité en Asie. Pourtant, dans cette course au leadership en rivalité avec la Chine, son action diplomatique en Asie est parfois peu lisible : il oscille en effet entre régionalisme et multilatéralisme, soucieux qu'il est de contourner la méfiance de ses voisins et d'éviter les pièges de la « sphère de co-prospérité » des années 30. En revanche, ce problème ne se pose pas avec l'Inde, qui n'a pas eu à souffrir du militarisme et de l'expansionnisme japonais.

L'Inde est donc un partenaire essentiel pour le Japon dans sa volonté d'influencer l'architecture régionale et d'œuvrer pour la sécurité en Asie. Le nouveau Premier ministre japonais Shinzo ABE, qui a fait dans le passé de nombreuses visites en Inde, en était convaincu avant même sa nomination<sup>14</sup> et devrait imprimer à la

---

<sup>13</sup> *Asia Times*, 26 mars 2005

<sup>14</sup> peu de temps avant sa nomination il a déclaré qu'il est de l'intérêt national du Japon de resserrer les liens avec l'Inde.

diplomatie nipponne une forte impulsion dans ce sens. Il considère en effet qu'Inde et Japon doivent jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique régionale qui assure à l'Asie prospérité et sécurité, car les deux pays « partagent les mêmes valeurs » de démocratie et de respect des droits de l'homme, qui doivent être la base d'un « nouvel ordre asiatique ». Dans le livre qu'il a publié avant sa nomination, « Vers un beau pays », il se prononce très clairement pour une coopération étroite entre le Japon, l'Inde, l'Australie et les États-Unis (la Chine n'est pas mentionnée), dans la mise en œuvre de ce nouvel ordre asiatique.

## **2. Des intérêts convergents**

Selon le communiqué conjoint publié le 15 décembre 2006 à l'issue de la visite à Tokyo du Premier ministre SINGH, ce partenariat stratégique se développera aussi bien sur le plan international que régional ou bilatéral.

Au niveau international, Inde et Japon partagent le même intérêt pour une réforme de l'ONU, notamment celle du Conseil de sécurité, car ils souhaitent, l'une et l'autre, devenir membres permanents du Conseil et voir ainsi reconnu leur statut de grande puissance. La Chine s'y oppose dans le cas du Japon, officiellement en raison du manque de repentance de ce dernier pour les exactions commises durant la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945) et la seconde guerre mondiale. Lors de la reprise de ce dossier par le nouveau Secrétaire Général de l'ONU, Ki-moon BAN, les deux pays procéderont à des consultations de manière à coordonner leur action diplomatique en vue d'un éventuel élargissement du Conseil, dont ils deviendraient membres permanents.

Sur le plan régional, l'Inde veut s'affirmer comme grande puissance émergente d'Asie et se trouve de ce fait en rivalité larvée avec la Chine. Le Japon, quant à lui, souhaite intégrer l'Inde dans les organisations régionales pour faire contrepoids à la Chine. Dans le même but, Washington désire également que l'Inde, la plus grande démocratie au monde, soit partie prenante dans ce processus d'intégration asiatique. En 2005, Tokyo a réussi à imposer le Sommet de l'Asie de l'Est (EAS), qui inclut l'Inde et l'Australie, comme instance majeure de coordination régionale, alors que la Chine militait pour l'APT (« ASEAN Plus Three », i.e ASEAN, Chine, Japon et Corée), où son influence est plus forte. Associé à l'Inde, troisième grande puissance asiatique, le Japon pourra ainsi fortement influencer les orientations de l'intégration commerciale en Asie, en dépit de la méfiance à son égard des autres pays asiatiques et d'une diplomatie économique chinoise très offensive. Cette intégration commerciale, qui déboucherait sur une grande zone de libre échange (« Pan Asia Free Trade Area »), s'accompagnerait d'une coordination en matière monétaire et financière, où le Japon aurait évidemment un rôle majeur. Outre les aspects économiques de l'organisation régionale, l'Inde et le Japon ont des intérêts communs en matière de sécurité dans la région, qui justifient leur rapprochement stratégique.

Sur le plan bilatéral en effet, cette préoccupation commune de la sécurité en Asie détermine une part importante des coopérations qui vont s'engager. Outre la question de la Corée du Nord, pour laquelle il y a identité de vues avec New Delhi, le Japon est tout particulièrement concerné par la sécurité des routes maritimes, puisque 80% de son approvisionnement en pétrole transite par le Golfe du Bengale et le détroit de Malacca où les tankers japonais représentent 20% du trafic. Il souhaite donc bénéficier de la forte présence de la marine indienne dans l'Océan Indien pour prévenir les actions de piraterie et autres menaces ; en 1999 déjà, la marine indienne avait procédé au sauvetage d'un navire japonais attaqué par des pirates dans le détroit de Malacca. Pour prévenir toutes formes de menaces, des

coopérations étendues vont se mettre en place entre les deux marines, qui procéderont dès 2007 à des manœuvres communes.

De son côté, l'Inde souhaite obtenir le soutien de Tokyo à son accord de coopération nucléaire avec les Etats-Unis, qui est soumis à l'accord du Groupe de fournisseurs nucléaires, y compris le Japon. Cet accord, qui porte sur le programme nucléaire civil de l'Inde, prévoit en effet l'exportation de matières sensibles par les Etats-Unis. Avec l'accord du Japon, New Delhi pourrait ainsi voir reconnue « l'exception indienne » de puissance nucléaire non signataire du TNP.

Pour le développement de relations bilatérales plus étroites, des coopérations en matière de recherche scientifique et de circulation des personnes sont également projetées. Les secteurs de coopération scientifique et technologique envisagés sont en priorité les nanotechnologies, les sciences de la vie et les TIC. S'agissant des échanges de personnes, deux domaines sont prioritaires, celui des étudiants et du tourisme. Le nombre des étudiants en échange est extrêmement bas : dans le sens Inde-Japon, il n'y a que 400 étudiants indiens au Japon contre 80.000 chinois. Le tourisme est pratiquement négligeable dans les deux sens ; comme pour les relations d'affaires, la rareté des liaisons aériennes y joue d'ailleurs un rôle, puisqu'il existe seulement 11 vols directs par semaine entre les deux pays contre 676 entre la Chine et le Japon. L'année 2007 a d'ailleurs été proclamée année de l'amitié indo-japonaise et année du développement du tourisme entre les deux pays.

\*\*\*

Le rapprochement entre l'Inde et le Japon, tant sur le plan économique que stratégique, ne peut donc vraiment se comprendre qu'au regard de leurs ambitions respectives dans une Asie en voie d'intégration. L'Inde, forte de son potentiel économique<sup>15</sup>, sa tradition démocratique et ses moyens militaires se veut une grande puissance en Asie ; le Japon, pour sa part, souhaite jouer un rôle régional et global à la mesure de sa puissance économique et financière. Les deux pays craignent la constitution d'un espace asiatique sous domination chinoise tant au plan économique que stratégique. En effet, comme pour la politique économique, l'un des buts essentiels de la politique étrangère chinoise est de conforter la légitimité du Parti grâce au renforcement de la puissance et de l'influence internationale de la République Populaire de Chine. En découlent trois objectifs : réduire l'influence des Etats-Unis en Asie, s'opposer à toute velléité d'indépendance de Taiwan et empêcher le Japon de s'imposer en Asie comme puissance dominante.

Pourtant la Chine, comme le Japon d'ailleurs, ne peut actuellement prétendre à un tel leadership à la fois économique et politique; ce leadership ne peut être que partagé. Un véritable partenariat entre la Chine et le Japon contribuerait grandement à la prospérité et à la stabilité de l'ensemble de la région. L'émergence d'un tel couple sino-japonais est cependant hautement improbable : le leadership en Asie devra donc être partagé entre le Japon et les deux grandes puissances émergentes que sont la Chine et l'Inde, sans oublier sur le plan stratégique les Etats-Unis, superpuissance militaire de la région.

---

<sup>15</sup> L'étude de Goldman Sachs « Dreaming With BRICs: The Path to 2050 » prévoit que le PNB indien rattraperait le PNB japonais entre 2030 et 2035. Ces prévisions à très long terme sont cependant à prendre avec une grande prudence.

## ANNEXE STATISTIQUE

**Tableau A - Commerce de l'Inde avec le Japon par produits (2004-2005)**

<b>Importations indiennes</b>			
	Produits	Valeur (en millions de US\$)	En % des importations en provenance du Japon
1	Machines	743	25
2	Biens électroniques	397	13
3	Matériel de transport	269	9
4	Fer et acier	241	8
5	Instruments professionnels	255	8
6	Chimie organique	174	6

*Source:* Report of the India-Japan Joint Study Group, June 2006

<b>Exportations indiennes</b>			
	Produits	Valeur (en millions de US\$)	En % des exportations vers le Japon
1	Métaux précieux et joaillerie	500	25
2	Produits de la mer	254	13
3	Minerai de fer	234	12
4	Textile	121	6
5	Produits pétroliers	84	4

*Source:* Report of the India-Japan Joint Study Group, June 2006

**Tableau B – Commerce du Japon par zones et par pays**

		<b>Exportations (MM US\$)</b>			<b>Exportations (répartition en %)</b>		
		2000	2005	2006	2000	2005	2006
<b>Inde</b>		2,5	3,5	4,5	0,5%	0,6%	0,7%
<b>Chine</b>		30	80	92,9	6,3%	13,4%	14,3%
	Asie de l'Est*	161	199	202,8	33,5%	33,3%	31,3%
	USA	143	135	145,7	29,7%	22,6%	22,5%
	EU 25	80	88	93,9	16,8%	14,7%	14,5%
	<b>Monde</b>	481	598	647,3	100,0%	100,0%	100,0%

		<b>Importations (MM US\$)</b>			<b>Importations (répartition en %)</b>		
		2000	2005	2006	2000	2005	2006
<b>Inde</b>		2,6	3,2	4	0,7%	0,6%	0,7%
<b>Chine</b>		55	109	118,5	14,4%	21,0%	20,5%
	Asie de l'Est*	96	110	121,2	25,2%	21,2%	20,9%
	USA	72	64	68	18,9%	12,3%	11,8%
	EU 25	48	59	59,8	12,6%	11,4%	10,3%
	<b>Monde</b>	381	519	579,3	100,0%	100,0%	100,0%

\* hors Chine

Source: JETRO

**Tableau C1 - Décomposition géographique des exportations indiennes.**

<b>Part dans les exportations (%)</b>			
	<b>2001</b>	<b>2005</b>	<b>2005/2001</b>
UE	23,3	21,1	- 2,2
Etats-Unis	21,0	16,7	- 4,3
Japon	4,0	2,5	- 1,5
Chine + Hong Kong	7,9	10,4	2,5
ASEAN	6,5	10,1	3,6

*Source:* Mission économique, New Delhi

**Tableau C2 - Décomposition géographique des importations indiennes**

<b>Part dans les importations (%)</b>			
	<b>2001</b>	<b>2005</b>	<b>2005/2001</b>
UE	20,7	16,5	- 4,2
Etats-Unis	5,7	5,9	0,2
Japon	3,7	2,8	- 0,9
Chine + Hong Kong	4,7	7,9	3,2
ASEAN	8,1	8,2	0,1

*Source:* Mission économique, New Delhi

**Tableau D1 - Investissements directs en Inde**  
**Montants cumulés août 1991- mars 2007 (millions de US\$)**

Rang	Pays	Montants cumulés	% du total cumulé d'IDE
1	Ile Maurice	18 147	41,24%
2	Etats-Unis	5 894	12,78%
3	Royaume-Uni	3 857	8,68%
4	Pays-Bas	2 638	5,94%
5	Japon	2 209	4,85%
6	Allemagne	1 702	3,68%
7	Singapour	1 628	3,67%
8	France	895	1,98%
9	Corée du Sud	823	1,68%
10	Suisse	692	1,50%

Source: Ministère indien de l'Industrie

**Tableau D1 - Investissements directs en Inde par secteurs**  
**Montants cumulés août 1991- mars 2007 (millions de US\$)**

Rang	Pays	Montants cumulés	% du total cumulé d'IDE
1	Equipements électriques et électroniques	8 227	18,77%
2	Services	7 840	17,84%
3	Télécommunications	3 892	8,70%
4	Industries des transports	3 644	8,04%
5	Combustibles et raffinage	2 831	6,31%
6	Chimie	2 348	4,95%
7	BTP	1 420	3,33%
8	Pharmacie	1 222	2,75%
9	Agro-alimentaire	1 277	2,68%
10	Ciment et plâtre	989	2,26%

Source: Ministère indien de l'Industrie

**Tableau E – Comparaison des principaux indicateurs économiques  
Japon – Chine - Inde**

	Unité, période	Japon	Chine	Inde	Inde/Chine en %
<b>Niveau de développement économique</b>					
PIB par habitant	\$, 2005	38500	1703	723	42,5%
Indice de développement humain	Rang 2004	7	81	126	
<b>Croissance économique</b>					
Croissance du PIB	%, 1980-2005	2,55	9,7	5,5	56,7%
Croissance du PIB	%, 2001-2005	1,74	9,5	7	73,7%
<b>Taille du marché</b>					
Population	Millions	127	1320	1120	84,8%
PIB	Milliards de \$, 2005	4250	2200	800	36,4%
<b>Ouverture internationale</b>					
Commerce					
Exportations	Milliards de \$, 2005	598	762	95	12,5%
Importations	Milliards de \$, 2005	519	660	135	20,5%
IDE entrants		3,2	72,4	6,6	9,1%
<b>Relations avec le Japon</b>					
Commerce					
Importations du Japon	Milliards de \$, 2005		80,3	3,5	4,4%
Exportations vers le Japon	Milliards de \$, 2005		109,1	3,2	2,9%
IDE japonais entrants	Milliards de \$, 2005		6,58	0,27	4,1%
<b>Climat pour les investissements</b>					
Indicateur du potentiel d'IDE	Rang 2002-2004	22	33	82	

Sources: Comptes nationaux, ONU, OMC, CNUCED, JETRO